

Zeitschrift: Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung
Herausgeber: Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat
Band: 12 (1936-1937)
Heft: 2

Artikel: Les modalités de l'emprunt
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-713210>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nationale, 101 millions seront consacrés aux salaires et traitements, autrement dit, la Confédération, par ses commandes procurerait du travail pour au moins 100 millions de frs. En supposant un gain annuel moyen de 3333 fr., on assurerait ainsi leurs moyens d'existence à 30,000 personnes pendant un an ou à 10,000 personnes pendant trois ans.

En cette période de crise et de chômage, les commandes de la Confédération seront tout spécialement les bienvenues, particulièrement dans le domaine de la construction où sévit une crise sévère. Les bâtiments nécessaires pour loger le nouveau matériel de guerre et les munitions, l'agrandissement des arsenaux, magasins, etc. absorberont environ 13,5 millions. En outre, on prévoit que l'entrée en vigueur de la nouvelle organisation des troupes nécessitera la construction de nouvelles casernes, celles qui se trouvent à proximité de la frontière étant trop exposées et ne pouvant entrer en ligne de compte pour la mobilisation. Tous les corps de métiers travaillant pour le bâtiment trouveront donc là des occasions de travail et il faut espérer que leurs ouvriers, dans lesquels on compte généralement un fort pourcentage d'ennemis de la défense nationale et de l'armée en particulier, sauront peut-être reconnaître à ce moment-là que les arguments, dont les abreuvaient leurs chefs de partis politiques, n'étaient et ne sont encore que du bourrage de crâne destiné à servir leurs intérêts personnels avant ceux du pays.

L'époque que nous vivons est si grave actuellement, que ce serait un crime de ne pas réaliser l'union des classes qui est nécessaire à tout pays qui entend rester fort et indépendant. L'un des moyens d'atteindre ce but est représenté par le renforcement de la défense nationale, mais sa réalisation demande un sacrifice. Que chacun l'accomplisse selon ses moyens et la sécurité de notre belle Suisse sera garantie par un instrument de défense que l'étranger respectera dans son propre intérêt.

Souscrivez à l'emprunt de défense nationale!

La protection de nos frontières

Il est indéniable qu'à l'heure actuelle les deux éléments les plus essentiels de notre défense nationale sont la **couverture de la frontière** et la **défense aérienne**. L'évolution de la technique et la motorisation permettent, on le sait, de conduire le combat de façon beaucoup plus mobile qu'autrefois. C'est ce qui a amené toutes les grandes armées à prévoir une **attaque brusquée** au moyen de troupes très mobiles, prêtes à combattre, et de forces aériennes indépendantes. Au début d'une guerre, cette méthode de combat permet un succès décisif, si l'adversaire n'y est pas préparé. La situation stratégique de la Suisse, au carrefour des grandes voies de communication européennes, pourrait inciter un belligérant à traverser notre territoire pour tomber sur le flanc découvert de l'adversaire. C'est surtout le danger d'une attaque par surprise qui nous oblige à prendre des mesures d'ordre organique (réorganisation des troupes) et à compléter notre armement (crédit de 235 millions de francs pour renforcer notre défense nationale). Il s'agit en particulier de créer une **défense aérienne suffisante** et une **couverture de la frontière** rapide et efficace, — puisque nous n'avons pas de troupes permanentes — qui auront pour tâche d'assurer la mobilisation et la concentration de l'armée, de couvrir des points stratégiques et d'importantes lignes d'opération et d'empêcher ou tout au moins d'atténuer les at-

taques aériennes contre les établissements importants au point de vue militaire, politique ou économique.

L'on se propose donc d'affecter, sur les 235 millions prévus pour renforcer notre défense nationale, 162 millions à ces deux pierres angulaires de notre défense nationale. Si notre armée est instruite et équipée de façon à pouvoir faire front à une attaque par surprise et empêcher que l'ennemi n'occupe rapidement notre territoire, les pays qui nous avoisinent se convaincront très vite qu'il n'y aurait **aucun avantage** pour eux à violer la neutralité suisse. Ainsi donc, si nous faisons les sacrifices nécessaires, notre pays sera, selon toutes les probabilités, **épargné par la guerre**. La topographie de notre territoire nous aide d'ailleurs puissamment dans la défense contre des forces motorisées nombreuses. Nous sommes en train de fortifier notre frontière; les travaux sont déjà partiellement terminés. En outre, durant ces dernières années, nous avons procédé sans bruit à la **réorganisation de la couverture de notre frontière**. Elle est formée de militaires des trois classes de l'armée domiciliés dans la région, et qui peuvent par conséquent être appelés d'une heure à l'autre. Des exercices d'alarme vont être effectués prochainement, afin de pouvoir se rendre compte comment fonctionne la nouvelle organisation et de permettre, le cas échéant, de la mettre au point. Pour compléter les mesures de protection et parer à une attaque brusquée, on organisera en outre des **compagnies de volontaires** qui assureront en permanence la garde des ouvrages fortifiés. Il va sans dire que ces ouvrages, de même que les troupes de couverture, devront disposer des armes nécessaires, notamment des mitrailleuses et des canons d'infanterie.

Il faut compter également avec les attaques aériennes par surprise, et, par conséquent, développer notre **défense aérienne**, tant active que passive. Pour augmenter et moderniser notre flotte aérienne, nous avons commandé il y a un certain temps déjà une série d'appareils des modèles les plus récents. Enfin, la défense au sol sera réorganisée; elle sera dotée en particulier de mitrailleuses spéciales destinées à empêcher les avions ennemis de voler à basse altitude et, partant, à diminuer l'efficacité du bombardement, et de batteries antiaériennes, notamment pour la protection des centres importants. En ce qui concerne la défense passive, on va compléter les mesures qui ont déjà été prises. Les dépenses prévues pour la défense aérienne atteindront 115,8 millions, soit 12,3 millions pour la défense aérienne passive, 48,2 millions pour la défense terrestre et 55,3 millions pour l'arme aérienne. Et l'on consacrera 46 millions à renforcer la couverture de notre frontière.

Comme on le voit, rien ne sera négligé pour renforcer notre défense nationale et lui permettre d'être à la hauteur des exigences et des circonstances. Ainsi qu'il résulte des indications fournies ci-dessus, nous pouvons parfaitement, si nous le voulons, instruire et équiper notre armée de telle sorte qu'elle puisse remplir sa tâche qui reste et demeure: éloigner la guerre de nos frontières.

Les modalités de l'emprunt

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler, quelques jours avant l'ouverture de la souscription de l'emprunt de défense nationale, les conditions dans lesquelles cet emprunt sera lancé.

Le gouvernement a autorisé le Département fédéral des finances à ouvrir la souscription, du 21 septembre au 15 octobre. Cours d'émission de 100, intérêts de 3 %, tandis que le taux normal actuel est de 4,7; les souscripteurs font donc

le sacrifice du tiers de leurs revenus. L'emprunt est émis pour 12 ans et, à partir de 1938, la Confédération en remboursera un dixième chaque année. Cet emprunt sera exonéré de tous les droits fédéraux, y compris celui de timbre et sur les coupons. Son montant d'émission sera de 80 millions de francs. En outre, il sera émis par les soins des banques et les bureaux de poste, en tranches de 100 francs au moins ce qui en fera un titre essentiellement démocratique; les banques toucheront une commission de $\frac{1}{2}\%$ (bureaux de poste $\frac{1}{4}\%$), et ne prendront pas l'emprunt en garantie. Outre les titres de 100 fr., des titres de 500, 1000 et 5000 fr. seront également émis.

Ajoutons que les souscripteurs pourront libérer leurs titres immédiatement ou par tranches mensuelles d'un dixième.

Le grand succès de l'emprunt d'armement tchécoslovaque émis dernièrement est de nature à donner confiance en le succès de cette opération, même dépourvue de l'attrait du jeu. Possédants et épargnants auront l'occasion de prouver d'une manière tangible la ferveur de leur patriotisme. Ce serait leur faire injure que d'en douter un instant.

Un fait significatif: le réarmement de la Suède

De tous les événements qui révèlent le trouble de l'Europe, peu sont aussi significatifs que le réarmement de la Suède. Voilà un pays qui ne s'est plus battu depuis un siècle et un quart; une nation sobre, économe, réaliste, à laquelle le chauvinisme, le militarisme et tous les «ismes» des temps modernes inspirent pareillement une sainte horreur; un gouvernement qui fut toujours un zélé du désarmement et de la sécurité collective. Et voici que ce pays archi-pacifique, exemplaire à tant d'égards, non seulement se met à réarmer, mais se lance à corps perdu dans un réarmement gigantesque. Car, il faut bien le dire: dans l'histoire de l'Europe septentrionale, des crédits militaires tels que le Riksdag suédois vient de les voter, ne se sont jamais vu précédemment, ni de près ni de loin.

La marque caractéristique du réarmement massif que la majorité parlementaire crut nécessaire d'imposer au gouvernement, quitte à renverser ce dernier à trois mois des élections, après l'exercice continu du pouvoir pendant près de quatre ans, n'est pas dans l'augmentation du budget *ordinaire* de la défense nationale de 112 à 148 millions de couronnes par an. Bien plus significatif est, en effet, l'octroi d'énormes crédits *supplémentaires* («énormes» pour un pays scandinave, bien entendu), destinés à l'acquisition immédiate d'importantes quantités de matériel de guerre.

Ainsi, l'armée à elle seule sera dotée de nouveaux canons, chars, munition, etc., pour une somme de 50 millions de couronnes (détail éloquent: le nombre des batteries anti-aériennes sera porté de 5 à 44!); l'aviation disposera d'un crédit supplémentaire de 15 millions et comptera désormais 7 escadrilles comprenant 257 avions de combat (contre 100 présentement) et 80 appareils d'entraînement. La défense côtière également sera renforcée à grands frais: en plus de son état ordinaire, cette armée bénéficiera d'une allocation de 13 millions, destinée surtout à l'élargissement des fortifications du «skärgård» (archipel) de Stockholm. De même, l'île de Gotland, qui en cas d'occupation par des forces aériennes ennemies offrirait une excellente base d'opération contre la capitale, sera mise en meilleur état de défense. Pour souligner davantage le sérieux de la situation, les habitants de cette île resteront astreints au service militaire jusqu'à l'âge de 55 ans, soit dix ans de plus que le reste de la population suédoise.

Enfin, il est à noter que la majorité du Riksdag, qui s'en était tenue, dans les grandes lignes, au rapport de la commission spéciale instituée en 1930 pour étudier la réorganisation de la défense nationale, s'en est pourtant écartée sur un point important. Alors que le dit rapport, publié en août 1935, prévoyait la répartition des crédits supplémentaires (108 millions au total) sur dix exercices budgétaires, le Riksdag décide l'emploi *immédiat* du gros de cette somme, comme spécifié plus haut, le reste devant se répartir sur les deux exercices suivants. Ainsi, d'une année à l'autre, la période du réarmement fut comprimée de dix à trois ans.

Le réarmement de la Suède, tant par son caractère massif que par son rythme si brusquement accéléré, indique clairement que Stockholm envisage une conflagration dans la Baltique comme une réalité prochaine.

Cette leçon d'une nation infiniment moins menacée que la nôtre, est un atout de plus pour le succès de l'emprunt suisse de défense nationale. Puisse-t-elle être comprise par tous ceux dont le patriotisme n'a pas encore été assez puissant jusqu'à ce jour pour forcer leur portemonnaie.

Olympiades et préparation militaire

(Suite et fin.)

Par le pl. Desaulles

Et les subsides, s'empressera-t-on d'objecter de divers côtés! A quoi nous n'hésitons pas à répondre que les sociétés qui n'ont en vue que l'octroi d'un subside feraient mieux de laisser à d'autres le soin d'organiser des cours préparatoires. S'il n'est pas possible de trouver chez nous du dévouement et du désintéressement, et bien renonçons simplement à la préparation militaire, le but de celle-ci étant de fournir au pays des forces sûres et non de soutenir certaines caisses de sociétés. Le subside actuel couvre plus que les frais des cours, de sorte que, sans l'augmenter dans une forte proportion, l'activité peut être étendue dans le sens proposé plus haut.

Avec la disparition de la Jungwehr, nous avons abandonné ces grandes rencontres cantonales ou régionales, dans lesquelles on se disputait âprement quelques challenges. Pourquoi ne pas les rétablir, ne serait-ce que pour donner aux jeunes l'occasion de se sentir les coudes, de se connaître, de jouir de cet effort collectif en y participant activement? Sans compter que de telles manifestations sont une excellente propagande.

Si l'organisation dont nous parlons conviendrait pour les agglomérations d'une certaine importance, elle serait par contre plus difficile à réaliser dans les petites localités. Est-il juste de prêter les jeunes gens habitant ces localités? Est-il normal de les ignorer parce que certaines difficultés se présentent? Ne peut-il pas résulter de cette manière de voir un déchet assez sensible dans le degré de préparation de certaines régions? On répondra peut-être que dans les petites localités, en montagne spécialement, le tir est très à l'honneur, que les agriculteurs exercent suffisamment leurs muscles du matin au soir sans qu'il soit nécessaire de le leur apprendre. Cela est juste jusqu'à un certain point, mais malgré tout le but poursuivi par la préparation militaire n'est pas atteint.

Où l'organisation d'un cours préparatoire s'avère impossible, nous proposons un autre système, celui des camps. Dans un site agréable et intéressant, facilement accessible, les jeunes gens d'une région déterminée seraient invités à venir passer une quinzaine de jours de vie militaire et sportive. Bon cantonnement, stand de tir et place d'exercices à proximité, buts d'excursions, rien ne manquera pour faciliter un travail aussi varié et intensif que possible. Comme de juste, une modeste finance serait réclamée pour la subsistance. Quant au travail, il consisterait surtout dans l'exécution complète des programmes de tir et de gymnastique. L'avantage que procurerait un tel système serait d'avoir les jeunes gens entièrement «dans la main» durant une quinzaine de jours suivis. L'influence des chefs en serait accrue, aussi leur choix devrait-il être effectué avec d'autant plus de soin. Les sociétés de sous-officiers seraient tout indiquées pour se charger de cette organisation.

Arrivant au terme de cette petite étude, nous constatons qu'elle sent joliment le bâton rompu: Olympiades, patriotisme, sport, tir, développement de la jeunesse. Tout se tient cependant et on peut dire que le sport, sans qu'il soit nécessaire de lui attacher une importance exagérée, constitue le thermomètre qui indique le degré de santé physique et morale d'un peuple et surtout, son degré de préparation à la guerre. Perfectionner notre armement, c'est bien, forger une jeunesse forte, bien trempée, apte aux plus grands efforts, c'est mieux. Ou plutôt,